



Infomat

Revue hebdomadaire

Le vendredi 5 mai 2000

APERÇU

◆ Première baisse du PIB en 19 mois

L'activité économique a changé de cap en février, le produit intérieur brut ayant reculé pour la première fois en 19 mois (-0,4 %). Entraînée par un recul de la production d'automobiles, cette baisse survient après trois mois de forte croissance.

◆ Les ventes au détail diminuent

Après la stagnation de janvier, les consommateurs ont réduit de 1,1 % leurs achats en février chez les détaillants. À l'exception des magasins d'alimentation, tous les secteurs ont contribué à cette baisse.

◆ Les investisseurs étrangers achètent massivement des actions canadiennes

En février, les investisseurs étrangers ont continué d'accroître sensiblement leur portefeuille d'actions canadiennes, mais ils se sont départis d'une part encore plus substantielle de leur portefeuille de titres d'emprunt. Parallèlement, les investisseurs canadiens ont maintenu leur forte demande d'actions étrangères.

◆ La croissance de la rémunération correspond presque au taux d'inflation

En février, la rémunération hebdomadaire moyenne s'est établie à 622,42 \$, en hausse de 2,8 % par rapport à février 1999. Ce taux est semblable au taux annuel d'inflation observé en février, tel qu'il est mesuré par l'Indice des prix à la consommation (+2,7 %).

◆ Les agriculteurs déclarent leurs intentions d'ensemencement

Cette année, les agriculteurs de l'Ouest prévoient faire une rotation et cultiver beaucoup plus d'orge, de pois de grande culture et de blé durum, tout en réduisant les superficies pour le blé de printemps et les graines oléagineuses. Dans l'Est, ils consacreront une superficie record à la culture du maïs-grain.

◆ Les Canadiens dépensent plus au restaurant

Dans les années 1990, les Canadiens ont consacré une plus grande part de leur budget alimentaire aux repas pris à l'extérieur de la maison par rapport aux années 1980. C'était notamment le cas de ceux qui vivaient seuls, qui vivaient dans des ménages à revenu élevé et qui n'avaient pas d'enfants.

Première baisse du PIB en 19 mois

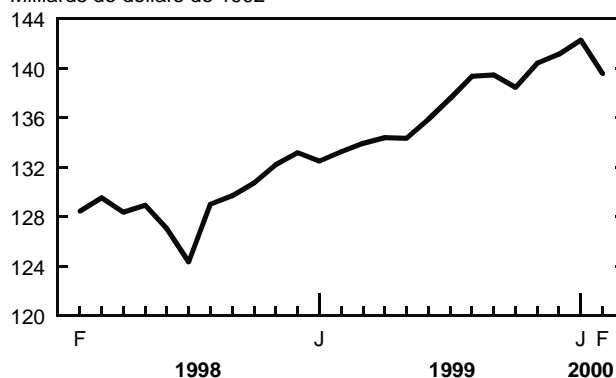
L'activité économique a changé de cap en février, le produit intérieur brut (PIB) ayant reculé pour la première fois en 19 mois (-0,4 %). Cette baisse mensuelle survient après trois mois de forte croissance. Néanmoins, l'activité économique était plus élevée qu'en décembre 1999 et était de 3,8 % supérieure à son niveau de février 1999.

Après trois mois de forte croissance, la production manufacturière a chuté de 1,9 % en février. Il s'agit de la baisse mensuelle la plus forte depuis plus d'un an et demi. Le recul marqué du secteur automobile a contribué le plus à cette baisse généralisée. Ainsi, 17 des 22 grands groupes, qui sont à l'origine d'environ 70 % de la production manufacturière totale, se sont repliés. Ces reculs ont été partiellement contrebalancés par la croissance liée au marché boursier dans le secteur financier ainsi que par un nouveau bond de la production des services publics attribuable à un temps plus froid. La production du secteur minier a augmenté, stimulée par une production accrue de gaz naturel et de métaux. L'activité du secteur des services aux entreprises s'est aussi intensifiée (+0,7 %).

La production d'automobiles et de camions s'est effondrée de 6,5 % en février, effaçant ainsi les hausses des trois mois précédents. Le relâchement de l'activité dans les usines de montage d'automobiles a provoqué une baisse de la production de pièces

Production manufacturière

Milliards de dollars de 1992



(suite à la page 2)



... Première baisse du PIB en 19 mois

d'automobiles (- 2,7 %) et des importations de pièces d'automobiles (- 7,2 %). Par ailleurs, les exportations d'automobiles ont chuté de 17,3 % après avoir bondi de 19,2 % en janvier. Cependant, la forte demande à la consommation en provenance des États-Unis, pays où sont exportées plus de 90 % des automobiles construites au Canada, n'a montré aucun signe de relâchement. Les ventes d'automobiles aux États-Unis ont atteint des niveaux records, amenuisant les stocks des concessionnaires.

Après avoir progressé en janvier, la fabrication de produits en métal est tombée de 4,2 %. Environ la moitié de ce recul vient de la réduction de la fabrication de produits métalliques emboutis, matricés et enduits. Le secteur de l'impression et de l'édition a aussi reculé (- 3,3 %) après avoir affiché une hausse appréciable en janvier. Cette baisse a touché les établissements d'impression et les établissements d'édition. La production de papier et de produits connexes a diminué de 2,3 %, en baisse pour un deuxième mois de suite, laissant l'ensemble de la production du secteur 3,8 % sous le sommet enregistré en septembre 1999. De plus, les exportations de pâte et de papier ont chuté de 3,5 % en février.

La fabrication de produits en bois et la production de meubles ont accusé un recul respectif de 2,0 % et de 4,2 %. La production des scieries a baissé de 1,4 % après avoir augmenté de 1,6 % en janvier, de sorte que la production de ce secteur reste de 2,8 % inférieure au sommet enregistré en août 1999. La construction résidentielle et les exportations de bois d'œuvre ont fléchi, puisque bon nombre de producteurs ont observé un temps d'arrêt après avoir atteint les contingents annuels de production. La fabrication de la plupart des autres types de produits en bois a également ralenti. La plus forte hausse compensatoire a eu lieu du côté de la fabrication de machines (+ 2,4 %), en particulier celle de machines de construction et autres.

Le commerce de gros a diminué de 1,3 %, ce qui a ramené l'activité de ce secteur aux niveaux enregistrés au printemps 1999. La distribution des produits automobiles a diminué de façon notable, reflétant les hausses brusques de janvier et les baisses de février au chapitre de la production et des exportations. Des baisses ont également été observées dans les ventes en gros de

Note aux lecteurs

Le produit intérieur brut (PIB) mensuel est évalué aux prix de 1992. Les estimations fournies ici sont désaisonnalisées au taux annuel.

bois d'œuvre et de matériaux de construction, de matériel et de meubles, baisses qui surviennent toutes après les sommets de janvier. Les ventes de machines agricoles ont atteint un nouveau creux en février. Ces reculs ont été partiellement compensés par une hausse des activités de distribution d'ordinateurs et de logiciels.

Les ventes au détail se sont repliées de 1,6 %, après trois hausses consécutives. Les concessionnaires d'automobiles ont subi la plus grande partie des effets de la réserve des consommateurs, le nombre d'automobiles et de camions vendus ayant chuté de 4,4 %. L'augmentation des ventes des épiceries et des magasins de boissons alcoolisées a contrebalancé le repli dans une certaine mesure, ces deux types d'établissements s'étant remis de l'effondrement de la demande en janvier à la suite des célébrations du millénaire.

Dans le secteur de la construction, dont la croissance s'affermisait depuis le milieu de 1999, l'activité a accusé un recul de 0,7 % en février. Cette baisse fait suite à une hausse de 1,9 % en janvier. Le fléchissement de la construction résidentielle de logements unifamiliaux a plus qu'annulé la croissance soutenue de la construction non résidentielle. Malgré la baisse de février, l'activité du secteur résidentiel reste supérieure de 7,0 % à ce qu'elle était en février 1999.

*Le numéro de février 2000 de **Produit intérieur brut par industrie** (15-001-XIF, 11 \$/110 \$) paraîtra en mai. Une version imprimée est également disponible sur demande. Pour plus de renseignements concernant l'achat de données, communiquez avec Yolande Chantigny en composant sans frais le 1 800 877-4623 (courriel : imad@statcan.ca). Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Richard Evans au (613) 951-9145 (courriel : evanric@statcan.ca), Division des mesures et de l'analyse des industries. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 8.)*

Les ventes au détail diminuent

Après la stagnation de janvier, les consommateurs ont réduit de 1,1 % leurs achats en février chez les détaillants, dont les ventes ont totalisé 22,3 milliards de dollars. Les ventes au détail ont reculé d'au moins 1,0 % dans tous les secteurs, à l'exception de celui des magasins d'alimentation (+ 1,8 %). En dépit des résultats décevants des deux derniers mois, les détaillants bénéficient de ventes vigoureuses depuis l'automne 1998. En février, les ventes dépassaient de 4,9 % celles du mois correspondant de 1999.

Les consommateurs sont retournés dans les magasins d'alimentation en février, augmentant leurs achats de 1,9 % dans les supermarchés et de 0,8 % dans les autres magasins d'alimentation. Ces hausses sont survenues après deux mois de ventes inhabituelles. En janvier, les consommateurs avaient réduit considérablement leurs achats dans les magasins d'alimentation, après l'activité soutenue de décembre, laquelle était en grande partie due à l'inquiétude au sujet du bogue de l'an 2000 et aux festivités entourant le nouveau millénaire.

Commerce de détail, février 2000

Données désaisonnalisées

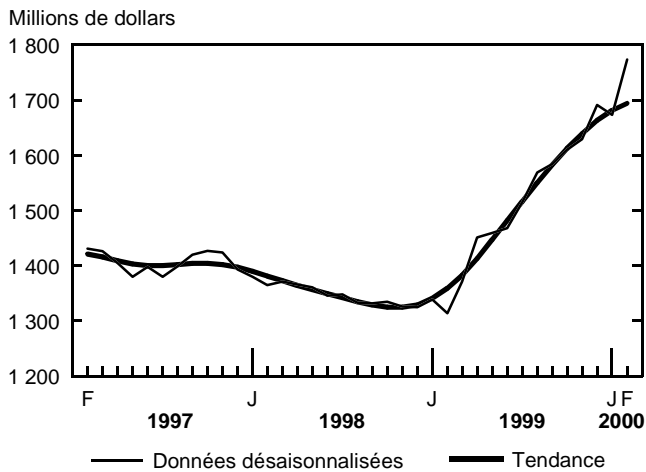
	Millions de dollars	Variation mensuelle en %	Variation annuelle en %
Canada	22 273	- 1,1	4,9
Terre-Neuve	359	- 1,0	4,4
Île-du-Prince-Édouard	102	2,9	14,2
Nouvelle-Écosse	694	3,0	4,4
Nouveau-Brunswick	557	- 1,5	4,0
Québec	5 102	- 2,8	1,7
Ontario	8 482	- 1,3	6,0
Manitoba	774	0,7	3,8
Saskatchewan	667	0,1	6,4
Alberta	2 561	- 0,5	7,7
Colombie-Britannique	2 900	0,1	5,3
Yukon	28	1,1	- 1,2
Territoires du Nord-Ouest	32	0,3	5,2
Nunavut	15	- 1,1	9,5

(suite à la page 3)

... Les ventes au détail diminuent

Le secteur de l'automobile a enregistré le recul le plus marqué en février (- 2,5 %). Les ventes ont diminué tant chez les concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs (- 5,1 %) que chez les détaillants de pièces, d'accessoires et de services pour véhicules automobiles (- 1,0 %). Les concessionnaires et les détaillants de pièces et services avaient également connu des ventes faibles en janvier, après deux mois de vigoureuses progressions. Toujours dans le secteur de l'automobile, les stations-service ont vu leurs ventes bondir de 6,0 % en février, en raison de la hausse moyenne de 3,1 % du prix de l'essence par rapport au mois précédent. En février, les ventes des stations-service dépassaient de 35,0 % celles enregistrées en février 1999, le dernier mois avant l'envolée du prix de l'essence.

Ventes des stations-service



La compression des dépenses des consommateurs en février s'est également répercutée sur les ventes du secteur des marchandises diverses (- 1,5 %). Dans ce secteur, les ventes ont diminué de 2,2 % dans les grands magasins et de 0,5 % dans les autres magasins de marchandises diverses. Chez les détaillants de meubles et de magasins de vêtements, les ventes ont fléchi de 1,3 % respectivement, après deux mois de fortes hausses. Les magasins appartenant à la catégorie « autres magasins de détail » ont affiché une baisse de 1,2 % de leurs ventes, qui fait suite à une progression de 2,0 % en janvier. Cette catégorie comprend les magasins de boissons alcoolisées et d'articles de sport, ainsi que les quincailleries et les librairies. Les ventes des pharmacies ont également régressé en février (- 1,1 %). Les ventes de ces établissements stagnent depuis l'automne 1999.

En février, il y a eu des fluctuations considérables des ventes au détail selon la province. Les détaillants du Québec, du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario ont enregistré les plus fortes baisses, tandis que les détaillants de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard ont déclaré les hausses les plus importantes. La baisse des ventes au Québec et en Ontario survient après trois hausses mensuelles consécutives. En février, les ventes ont diminué dans tous les secteurs du commerce de détail de ces deux provinces, à l'exception de celui des magasins d'alimentation.

Le numéro de février 2000 de **Commerce de détail** (version imprimée : 63-005-XPB, 21 \$ / 206 \$; version sur Internet : 63-005-XIB, 16 \$ / 155 \$) présente les données détaillées pour le mois ainsi que les estimations révisées de 1999. Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec la Sous-section du service à la clientèle au (613) 951-3549 ou composez sans frais le numéro 1 877 421-3067 (courriel : detaillantsinfo@statcan.ca). Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Paul Gratton au (613) 951-3541 (courriel : gratpau@statcan.ca), Division de la statistique du commerce.

Les investisseurs étrangers achètent massivement des actions canadiennes

En février, les investisseurs étrangers ont continué d'accroître de façon importante leur portefeuille d'actions canadiennes, l'augmentant d'une valeur de 4,1 milliards de dollars, grâce surtout à des acquisitions sur le marché secondaire. Les achats massifs d'actions canadiennes du secteur de la technologie par les investisseurs américains ont donné le ton en février. En outre, les opérations sur les actions canadiennes échangées par les investisseurs étrangers se sont accrues de 50 % au cours de ce mois. Les achats de février s'inscrivent dans la foulée de l'imposant placement de janvier (4,7 milliards de dollars), qui s'expliquait surtout par un échange de nouvelles actions canadiennes dans le cadre de l'acquisition d'une société américaine.

Par contre, le portefeuille de titres d'emprunt des investisseurs étrangers a diminué de manière plus substantielle que la hausse de leur portefeuille d'actions. Ces derniers ont continué de réduire leur portefeuille d'obligations canadiennes de 4,4 milliards de dollars en février. La réduction totale des trois derniers mois se chiffre à près de 13 milliards de dollars. La baisse de février est

Renseignements complémentaires sur les marchés financiers

En février, la stabilité des taux d'intérêt canadiens à court terme et la progression des taux d'intérêt américains ont amplifié le différentiel en faveur des placements aux États-Unis. À la fin du mois, le différentiel était de 80 points de base, le plus élevé depuis janvier 1998. En ce qui concerne les instruments à long terme émis par les gouvernements, le différentiel, qui a évolué dans une fourchette de 10 à 30 points de base en février pour un deuxième mois consécutif, a également favorisé les placements aux États-Unis.

L'indice TSE 300 a fait un bond de 7,6 % en février, atteignant un nouveau sommet à la clôture pour un cinquième mois de suite, de sorte qu'il a progressé de 31 % depuis octobre 1999. Cette évolution contraste nettement avec celle de l'indice Standard & Poor's 500, qui a fléchi de 2,0 % en février et augmenté de seulement 6,5 % durant cette période de cinq mois.

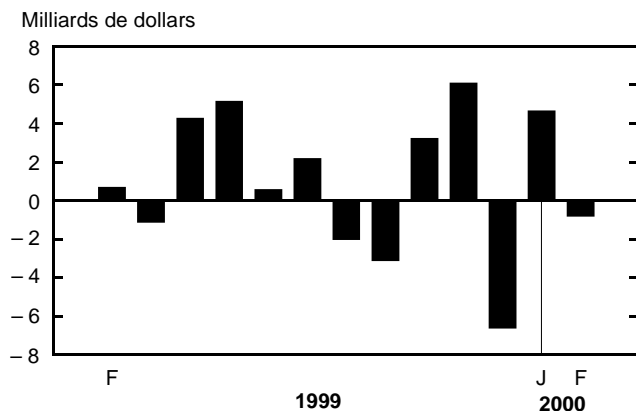
Le dollar canadien a clôturé légèrement à la baisse par rapport à la devise américaine pour un deuxième mois consécutif en février, se situant à 69 cents US.

(suite à la page 4)

... Les investisseurs étrangers achètent massivement des actions canadiennes

attribuable en grande partie aux ventes massives de 2,4 milliards de dollars d'obligations en circulation (surtout des obligations du gouvernement fédéral), bien que la valeur des retraits ait encore une fois dépassé celle des nouvelles émissions sur les marchés étrangers. Depuis décembre 1999, la valeur des retraits en ce qui

Investissements étrangers en valeurs mobilières canadiennes¹



1. Incluent les obligations, les actions et les instruments du marché monétaire.

concerne les obligations canadiennes détenues par des étrangers a représenté plus du double de celle des nouvelles émissions sur les marchés étrangers.

Pour ce qui est des instruments à court terme, les investisseurs étrangers ont renoué avec la tendance à la baisse observée en 1999 en réduisant leur portefeuille. En fait, leurs ponctions ont représenté environ la moitié du placement de 1,1 milliard de dollars fait en janvier. Les baisses de février ont surtout touché les effets émis par les gouvernements, en particulier les bons du Trésor du gouvernement fédéral, la progression des taux américains ayant amplifié le différentiel favorisant les placements aux États-Unis.

De leur côté, les investisseurs canadiens ont continué de se procurer pour une somme appréciable de titres étrangers en février. Leur intérêt était particulièrement axé sur les actions; leurs achats ont totalisé 2,8 milliards de dollars. Cependant, ils ont réduit quelque peu leur portefeuille d'obligations étrangères pour un deuxième mois de suite. L'activité des fonds communs de placement canadiens s'est intensifiée en février. Encore une fois, c'est par leur intermédiaire que les Canadiens ont acquis la majeure partie de leurs actions étrangères. Depuis le début de l'année, ces derniers ont jeté leur dévolu surtout sur les actions des sociétés américaines, tout comme ils l'avaient fait en 1999.

Le numéro de février 2000 de la publication *Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières* (version imprimée : 67-002-XPB, 18 \$ / 176 \$; version sur Internet : 67-002-XIB, 14 \$ / 132 \$) présente les données détaillées. Pour plus de renseignements, communiquez avec Robert Théberge au (613) 951-1860, Division de la balance des paiements et des flux financiers.

La croissance de la rémunération correspond presque au taux d'inflation

En février, la rémunération hebdomadaire moyenne pour l'ensemble des salariés s'est établie à 622,42 \$, en hausse de 2,53 \$ (+ 0,4 %) par rapport au mois précédent. Comparativement à février 1999, la rémunération hebdomadaire moyenne a augmenté de 17,04 \$, en hausse de 2,8 %. Ce taux est semblable au taux annuel d'inflation observé en février, tel qu'il est mesuré par l'Indice des prix à la consommation (+ 2,7 %).

En 1999, les hausses annuelles les plus fortes de la rémunération hebdomadaire moyenne ont eu lieu en septembre (+ 1,4 %) et en décembre (+ 1,3 %). Au cours des deux premiers mois de 2000, la croissance de la rémunération hebdomadaire moyenne s'est élevée à un taux annuel estimatif de 2,2 % en janvier et de 2,8 % en février. Des augmentations tant dans les heures rémunérées que dans les taux de salaire ont contribué à la croissance de la rémunération.

Pour les salariés rémunérés à l'heure, le nombre moyen d'heures payées a augmenté de 0,1 heure en février, pour se situer à 31,8 heures par semaine. La moyenne des heures supplémentaires est demeurée inchangée. Leur rémunération horaire moyenne s'est accrue de 15 cents en février pour s'établir à 15,70 \$, en hausse de 2,6 % par rapport à 12 mois plus tôt.

Le nombre de salariés inscrits sur les listes de paye était en hausse pour un sixième mois de suite en février. Les employeurs

Rémunération hebdomadaire moyenne selon le secteur d'activité, février 2000

Données désaisonnalisées

	Dollars	Variation mensuelle en %	Variation annuelle en %
Ensemble des secteurs d'activité	622,42	0,4	2,8
Exploitation forestière et services forestiers	822,36	1,4	10,7
Mines, carrières et puits de pétrole	1 133,10	0,3	3,7
Industries manufacturières	774,62	0,4	4,3
Construction	723,28	0,4	3,6
Transport et entreposage	749,65	0,1	1,2
Communications et autres services publics	816,51	0,1	1,6
Commerce de gros	654,40	-1,1	-0,5
Commerce de détail	373,89	-0,8	0,2
Intermédiaires financiers et assurances	832,90	1,9	5,6
Services immobiliers et bureaux d'assurances	638,52	0,6	-1,2
Services aux entreprises	721,77	1,5	4,3
Services d'enseignement et services connexes	669,81	0,0	1,7
Services de santé et services sociaux	532,47	0,3	2,1
Hébergement et restauration	244,23	0,9	2,5
Administration publique	752,23	0,3	2,9
Services divers	418,26	0,4	1,8

(suite à la page 5)

... La croissance de la rémunération correspond presque au taux d'inflation

ont ajouté 16 000 nouveaux salariés sur leurs listes de paye, les secteurs de la construction et du commerce de gros ayant enregistré les hausses les plus marquées. À l'échelon provincial, l'Ontario et l'Alberta ont affiché les plus fortes augmentations de l'emploi.

Le numéro de février 2000 de la publication *Emploi, gains et durée du travail* (72-002-XPB, 32 \$ / 320 \$) présente des données détaillées par secteur ainsi que d'autres indicateurs du marché du travail. Il est possible d'obtenir sur demande des tableaux personnalisés. Les moyennes annuelles pour 1999 sont disponibles sur différents supports. Pour plus de renseignements, communiquez avec Jean Leduc au (613) 951-4090 (télécopieur : (613) 951-4087; courriel : labour@statcan.ca), Division de la statistique du travail.

Les agriculteurs déclarent leurs intentions d'ensemencement

Cette année, les agriculteurs de l'Ouest ont indiqué qu'ils prévoient faire une rotation de leurs superficies de grandes cultures et cultiver beaucoup plus d'orge, de pois de grande culture et de blé durum, tout en réduisant les superficies pour le blé de printemps et les graines oléagineuses. Dans l'Est, les agriculteurs ont indiqué qu'ils consacraient une superficie record à la culture du maïs-grain.

La superficie ensemencée pour l'orge devrait atteindre 13,3 millions d'acres. Il s'agit de la superficie la plus élevée depuis 1981, année où les agriculteurs avaient ensemencé 13,7 millions d'acres. La superficie ensemencée moyenne des 10 dernières années est de 11,4 millions d'acres. Les trois provinces des Prairies agissent de concert : le Manitoba devrait accroître sa superficie de 37 %, la Saskatchewan, de 28 % et l'Alberta, de 18 %. Le secteur en croissance de la production animale dans l'Ouest est le principal utilisateur de l'orge.

Pour ce qui est des pois de grande culture, la superficie atteindra cette année le chiffre record de 3,0 millions d'acres, en hausse de 43 % par rapport à la superficie ensemencée en 1999. Le niveau record précédent de 2,7 millions d'acres remonte à 1998. Comme pour l'orge, l'augmentation provient des trois provinces des Prairies : la superficie du Manitoba consacrée à cette culture progressera de 71 %, celle de la Saskatchewan, de 45 % et celle

Note aux lecteurs

Au cours de la dernière semaine de mars, on a interviewé 12 000 exploitants agricoles au sujet de leur intentions d'ensemencement pour les grandes cultures en vue de la prochaine campagne agricole de 2000-2001. Ces intentions d'ensemencement peuvent différer de ce qui sera effectivement ensemencé plus tard au cours de l'année en raison de changements dans les perspectives des marchés, les prix prévus, les conditions météorologiques printanières et les intentions d'ensemencement déclarées.

de l'Alberta, de 38 %. Les pois sont utilisés de plus en plus dans les rations pour les animaux domestiques, en plus d'être exportés en Europe et en Asie.

Les ensemencements de blé durum devraient augmenter de plus du tiers par rapport à l'année dernière. Les agriculteurs de l'Ouest prévoient en semencer 6,1 millions d'acres, en hausse par rapport à la superficie de 4,4 millions d'acres enregistrée en 1999. La superficie moyenne des cinq dernières années est de 5,5 millions d'acres, et le niveau record de 7,3 millions d'acres a été atteint en 1998. L'augmentation peut être attribuable à la sécheresse frappant les régions de culture du blé durum bordant la Méditerranée, à des intentions d'ensemencement moindres aux États-Unis et à des perspectives d'amélioration des prix pour le blé durum.

Les producteurs de maïs du Québec et de l'Ontario prévoient ensemencer 3,0 millions d'acres, soit 300 000 acres de plus que la superficie record de 2,7 millions d'acres établie en 1999. Ensemble, ces producteurs ensemencent 93 % de la superficie pour le maïs-grain au Canada. La superficie prévue pour 2000 devrait être la plus grande superficie de maïs-grain de l'histoire pour les deux provinces dans leur ensemble. La moyenne quinquennale pour le Québec et l'Ontario est de 2,6 millions d'acres. Les hausses des trois dernières années sont liées à l'expansion de l'industrie porcine dans les deux plus grandes provinces productrices de porcs et à la croissance du secteur de l'éthanol-combustible.

La publication *Série de rapports sur les grandes cultures n° 2 : Superficiés projetées en mars pour les principales grandes cultures au Canada, 2000* (version imprimée : 22-002-XPB, 15 \$ / 88 \$; version sur Internet : 22-002-XIB, 11 \$ / 66 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Daniel Bergeron au (613) 951-3864 (courriel : daniel.bergeron@statcan.ca), Division de l'agriculture.

Intentions d'ensemencement des principales céréales et graines oléagineuses

	1999	2000	1999 à 2000
	Millions d'acres		Variation en %
Blé, total	25,8	25,8	0
Blé de printemps	20,5	18,7	- 9
Blé durum	4,4	6,1	39
Orge	10,9	13,3	22
Canola	13,8	11,4	- 17
Avoine	4,7	4,7	0
Maïs-grain	2,9	3,3	14
Soya	2,5	2,5	0
Pois de grande culture	2,1	3,0	43
Lin	2,0	1,3	- 35

Les Canadiens dépensent plus au restaurant

Au cours des années 1990, les Canadiens ont consacré une plus grande proportion de leur budget alimentaire aux repas pris à l'extérieur de la maison par rapport aux années 1980. Ainsi, pour chaque tranche de 100 \$ affectée aux dépenses alimentaires en 1998, ils ont consacré en moyenne 34,60 \$ à des repas pris à l'extérieur de la maison, généralement dans des restaurants, comparativement à un montant de 32,70 \$ en 1989.

Divers facteurs peuvent expliquer cette hausse, notamment l'expansion économique et l'accroissement de la confiance des consommateurs entre le milieu et la fin des années 1990, les contraintes de temps de plus en plus grandes de ces derniers, l'augmentation du nombre de ménages d'une personne ainsi que la hausse rapide du nombre d'établissements de restauration.

De 1989 à 1998, les dépenses personnelles en repas pris à l'extérieur de la maison se sont accrues de 42,2 %, alors que les sommes consacrées à l'achat d'aliments et de boissons non alcoolisées dans les magasins d'alimentation ont augmenté de 30,3 %. Cette évolution dans les préférences des consommateurs était déjà perceptible quelques décennies auparavant. Ainsi, alors que les dépenses de consommation dans les magasins d'alimentation ont augmenté de 8 fois de 1961 à 1989, celles des repas pris au restaurant ont été de près de 19 fois plus élevées.

Les Canadiens qui vivent seuls, qui vivent dans des ménages à revenu élevé et ceux qui n'ont pas d'enfants sont les plus susceptibles de manger au restaurant. Les personnes qui vivent en milieu urbain dépensent également davantage, par personne, en repas au restaurant que celles qui vivent dans les régions rurales. On note aussi des différences significatives entre les provinces. À titre d'exemple, les habitants des provinces de l'Atlantique dépensent relativement moins au restaurant que ceux des autres

Note aux lecteurs

Les services de restauration font référence aux restaurants avec et sans permis d'alcool, aux services de mets à emporter, aux traiteurs et aux tavernes. Les magasins d'alimentation incluent les supermarchés et les épiceries, mais excluent les magasins d'alimentation spécialisés, les magasins-entrepôts, les grandes surfaces et les pharmacies. Les dépenses alimentaires des Canadiens ont totalisé 77,6 milliards de dollars en 1998. De cette somme, 50,7 milliards de dollars ont été dépensés pour les aliments et les boissons non alcoolisées dans les magasins d'alimentation et 26,9 milliards ont été consacrés aux repas pris à l'extérieur de la maison.

régions, contrairement aux habitants de la Colombie-Britannique et, dans une moindre mesure, aux Québécois et aux Albertains.

La vive concurrence entre les magasins d'alimentation et les fournisseurs de services de restauration au cours des années 1990 a forcé ces deux secteurs à contenir leurs coûts afin de limiter les hausses de prix pour les consommateurs, en particulier ceux liés à la main-d'œuvre. Par exemple, même si la rémunération moyenne des employés du secteur des services de restauration a augmenté de 1989 à 1998, passant de 179,90 \$ à 214,67 \$ par semaine, elle a en fait baissé de 2,2 % après correction pour tenir compte de l'inflation. Ce recul pourrait être attribuable à l'augmentation des emplois à temps partiel. Pour leur part, les magasins d'alimentation ont aussi fait de plus en plus appel à des employés à temps partiel en raison de la concurrence, ce qui s'est traduit par une diminution (en chiffres absolus) de la rémunération moyenne.

Les progrès technologiques ont permis d'abaisser relativement les coûts liés aux stocks et d'améliorer la productivité de la main-d'œuvre dans les deux secteurs. Dans les services de restauration, par exemple, cela a permis de réduire le ratio entre les stocks et les ventes et d'accroître de 11 % (en chiffres absolus) les recettes par heure-employé de 1989 à 1998.

Les fournisseurs de services de restauration et les magasins d'alimentation ont également cherché à élargir leur part de marché en s'adaptant aux goûts changeants des consommateurs. Il y a eu notamment une hausse du nombre d'établissements de restauration rapide, de services de livraison, de services de mets à emporter et de services à l'auto pour les consommateurs pressés. De leur côté, les magasins d'alimentation ont réagi aux contraintes de temps des consommateurs en prolongeant leurs heures d'ouverture et en offrant davantage de mets pré-cuisinés et de plats visant à remplacer les repas-maison.

*Le présent article est basé sur l'étude spéciale « La concurrence dans les services de restauration durant les années 1990 », qui a paru dans le numéro du quatrième trimestre de 1999 de la publication **Indicateurs des services** (version imprimée : 63-016-XPB, 35 \$ / 116 \$; version sur Internet : 63-016-XIB, 26 \$ / 87 \$). Pour plus de renseignements, communiquez avec Don Little au (613) 951-6739 (courriel : littndon@statcan.ca), Division des industries de service.*

Services de restauration, 1996

	Proportion de la population du Canada	Part du marché de consommation détenue par les restaurants
	%	
Canada	100,0	100,0
Terre-Neuve	1,9	0,9
Île-du-Prince-Édouard	0,5	0,4
Nouvelle-Écosse	3,1	2,7
Nouveau-Brunswick	2,5	1,9
Québec	24,7	26,5
Ontario	38,0	34,6
Manitoba	3,7	3,5
Saskatchewan	3,3	3,1
Alberta	9,3	9,6
Colombie-Britannique	12,9	16,9

Nouveautés de Statistique Canada

Les soins de santé au Canada 2000 : un premier rapport annuel

Statistique Canada et l'Institut canadien d'information sur la santé viennent de diffuser conjointement la nouvelle publication *Les soins de santé au Canada 2000 : un premier rapport annuel*, qui étudie le système de soins de santé au Canada. Les sujets traités dans ce rapport comprennent l'évolution du système de soins de santé, le coût des soins de santé, l'équipe de santé, les soins primaires, les hôpitaux et autres soins de santé après l'hôpital.

*Le rapport Les soins de santé au Canada 2000 : un premier rapport annuel peut être téléchargé à l'adresse www.cihi.ca. Un rapport complémentaire intitulé **La santé de la population canadienne**, qui étudie l'état de santé et les facteurs influant sur la santé de la population, a paru dans le numéro spécial des **Rapports sur la santé**, vol. 11, n° 3 (version imprimée : 82-003-XPB, 35 \$ / 116 \$; version sur Internet : 82-003-XIF, 26 \$ / 87 \$). Pour plus de renseignements, communiquez avec Karen McCarthy au (613) 241-7860 (courriel : kmccarthy@cihi.ca), Institut canadien d'information sur la santé, ou avec Michel Séguin au (613) 951-4262 (courriel : michel.seguin@statcan.ca), Division des statistiques sur la santé, Statistique Canada.*

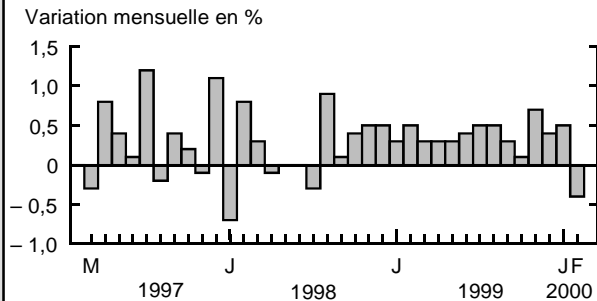
Cultures de serre, de gazonnières et de pépinières 1999

Dans le numéro de 1999 de la publication *Les industries des cultures de serre, des gazonnières et des pépinières*, on apprend que l'industrie des cultures de serre a progressé tant en ce qui concerne son importance qu'en ce qui a trait aux ventes au cours des années 1990. Par exemple, de 1990 à 1999, la superficie totale des cultures sous verre et sous plastique s'est accrue de 129 % pour atteindre 3 631 acres ou quelque 158 millions de pieds carrés. La valeur totale des ventes déclarées par les serristes est passée de 1,30 milliard de dollars en 1998 à 1,45 milliard de dollars en 1999. De plus, 30 % des revenus provenaient de la production de légumes de serre.

*Le numéro de 1999 de la publication **Les industries des cultures de serre, des gazonnières et des pépinières** (version sur Internet : 22-202-XIB, 26 \$) est maintenant en vente. Une version imprimée peut être obtenue sur demande au coût de 47 \$. Pour plus de renseignements, communiquez avec Jesus Dominguez au (613) 951-5931, Division de l'agriculture.*

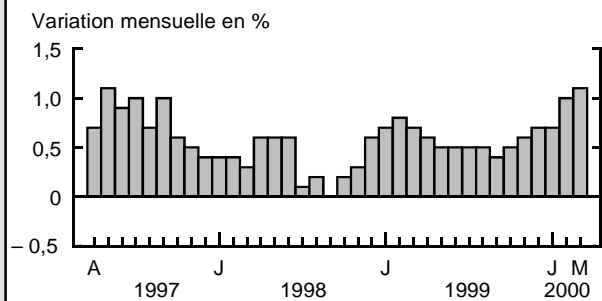
Tendances actuelles

Produit intérieur brut



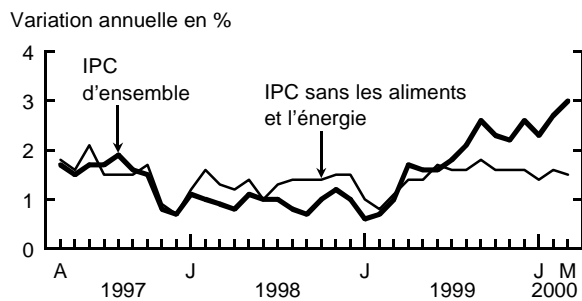
L'activité économique a diminué de 0,4 % en février, reculant pour la première fois en 19 mois. Cette baisse mensuelle survient après trois mois de forte croissance.

Indice composite



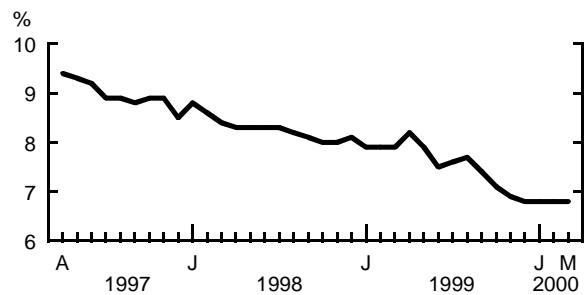
En mars, l'indicateur avancé s'est accru de 1,1 %. Les hausses en février et en mars traduisent la force de la demande des ménages.

Indice des prix à la consommation



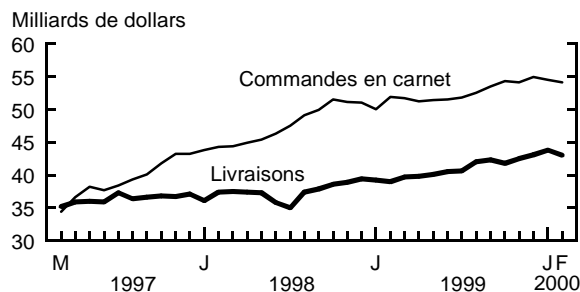
En mars, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 3,0 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont augmenté de 1,5 %.

Taux de chômage



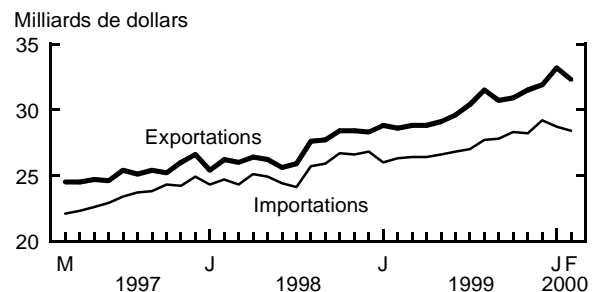
En mars, la croissance de l'emploi s'est accompagnée d'une hausse similaire de la population active, de sorte que le taux de chômage est demeuré à 6,8 % pour un quatrième mois de suite.

Fabrication



Les livraisons des fabricants ont reculé de 1,8 % en février, pour se fixer à 43,0 milliards de dollars. Les commandes en carnet ont fléchi de 0,7 % pour s'établir à 54,1 milliards de dollars.

Commerce des marchandises



En février, les exportations de marchandises ont diminué de 2,6 % par rapport à janvier, pour descendre à 32,3 milliards de dollars. Les importations ont régressé de 1,2 %, pour se situer à 28,4 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1992)	février*	766,8	- 0,4 %	3,8 %
Indice composite (1992 = 100)	mars	160,1	1,1 %	7,9 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	4 ^e trim. de 1999	43,9	7,8 %	27,1 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%)	4 ^e trim. de 1999	86,8	1,3 †	4,0 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	février	22,3	- 1,1 %	4,9 %
Ventes des grands magasins (milliards de dollars)	février	1,49	- 2,5 %	1,5 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	février	126,6	- 4,4 %	6,5 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	février	30,9	- 1,1 %	7,4 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	mars	14,86	0,2 %	3,2 %
Taux de chômage (%)	mars	6,8	0,0 †	- 1,1 †
Taux d'activité (%)	mars	65,9	0,1 †	0,4 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	février*	622,42	0,4 %	2,8 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	mars	171	0,6 %	11,8 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	février	32,3	- 2,6 %	12,9 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	février	28,4	- 1,2 %	7,7 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	février	4,0	- 0,5	1,7
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	février	43,0	- 1,8 %	10,3 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	février	42,6	- 1,7 %	4,2 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	février	54,1	- 0,7 %	4,2 %
Ratio des stocks aux livraisons	février	1,31	0,04	0,00
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	mars	112,8	0,7 %	3,0 %
Indice des prix des produits industriels (1992 = 100)	mars*	126,6	0,6 %	5,5 %
Indice des prix des matières brutes (1992 = 100)	mars*	142,7	2,0 %	33,1 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	février	102,4	0,4 %	2,1 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

* *Nouveau cette semaine.*

† *Points de pourcentage.*

Infomat

Bulletin hebdomadaire

Publié par la Division des communications de Statistique Canada.
Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Rédactrice : Caroline Olivier, (613) 951-1189; olivcar@statcan.ca.
Chef intérimaire, Diffusion officielle : Dan Smythe, (613) 951-1088;
smytdan@statcan.ca.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2000. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Publications parues du 27 avril au 3 mai 2000

Division / Titre de la publication	Période	Numéro au catalogue	Prix (\$) (Numéro / Abonnement)
AGRICULTURE			
Les industries des cultures de serre, des gazonnières et des pépinières	1999	22-202-XIB	26
BALANCE DES PAIEMENTS ET FLUX FINANCIERS			
Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières	février 2000	67-002-XIB	14 / 132
COMMERCE INTERNATIONAL			
Le commerce international de marchandises du Canada	février 2000		
Internet		65-001-XIB	14 / 141
Papier		65-001-XPB	19 / 188
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE			
Approvisionnement et disposition du pétrole brut et du gaz naturel	janvier 2000	26-006-XPB	19 / 186
Production et disposition des produits du tabac	mars 2000	32-022-XIB	5 / 47
Scieries et ateliers de rabotage	février 2000	35-003-XIB	9 / 86
Statistiques de l'énergie électrique	février 2000	57-001-XIB	9 / 85
ORGANISATION ET FINANCES DE L'INDUSTRIE			
La Loi sur les déclarations des personnes morales : Contrôle étranger de l'économie canadienne	1997	61-220-XPB	40
PRIX			
Indices des prix de l'industrie	février 2000	62-011-XPB	22 / 217
TRANSPORTS			
Aviation, bulletin de service, vol. 32, n° 4		51-004-XIB	8 / 82

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version micro-fiche; -XPB ou -XPF, la version imprimée; et -XDB, la version électronique sur disquette ou sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Note : Les prix des publications sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Pour commander les produits et services

Pour commander *Infomat* ou l'une ou l'autre des publications précitées :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.
 Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 267-6677**
 Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 877 287-4369**
 Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca. La base de données CANSIM est accessible sous la rubrique « Produits et services ». Il est également possible de consulter divers tableaux sous la rubrique « Le Canada en statistiques ».